

La présidente de l'Eglise réformée veut une étude indépendante sur les abus sexuels

A la suite de la publication d'un rapport qui parle de près de 10 000 enfants abusés dans l'Eglise protestante allemande, la pasteure Rita Famos prend position ce dimanche en faveur d'une enquête approfondie en Suisse



La pasteure Rita Famos, présidente de l'Eglise évangélique réformée de Suisse. — © ANTHONY ANEX / KEYSTONE



Après l’Eglise catholique, c’est au tour du monde protestant d’être secoué par la question des abus sexuels. Très attendue, une vaste étude menée par l’Eglise protestante allemande créait jeudi dernier un séisme. Sur 800 pages, ce rapport démontre que près de 10 000 mineurs ont été victimes de violences sexuelles en son sein. Choquée par l’ampleur du nombre d’enfants maltraités et qui n’ont pas été écoutés, Rita Famos, la présidente de l’Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) prend position ce dimanche. Dans une interview accordée au *SonntagsBlick*, la pasteure confirme le lancement prochain d’une étude indépendante à l’échelon national en Suisse.

La question de cette étude sera discutée lors des deux prochains synodes. «Tout le monde est favorable à l’enquête. Il s’agit de savoir quelle voie nous allons suivre», précise Rita Famos. A ses yeux, cet examen serait «entre de bonnes mains» s’il était confié à une université, à l’image du projet de recherche de l’Université de Zurich qui a permis, [en septembre dernier](#), de documenter 1000 cas d’abus au sein de l’Eglise catholique romaine de Suisse. Les résultats d’une étude approfondie pourraient être publiés d’ici à 2026 ou 2027, selon les propos de Pierre-Philippe Blaser, vice-président du conseil de l’EERS, tenus vendredi sur les ondes de la RTS.

«Engager un dialogue»

«Il ne s’agit pas, avant tout, de pouvoir présenter un chiffre, commente encore Rita Famos. Nous devons trouver nos angles morts et nos problèmes structurels. Et engagez un dialogue avec les personnes concernées. Elles méritent d’être reconnues.»

Même si l'EERS s'inspire du travail en Allemagne, la pasteure bernoise assure que l'institution n'a pas attendu le rapport pour commencer son introspection. «La question de la proximité et de la distance dans l'activité pastorale nous occupe depuis des années», souligne-t-elle. Le 12 janvier, une task force était également lancée avec, au menu des réflexions, un renforcement des procédures de dénonciation au sein des entités cantonales. D'ici fin 2024, l'ensemble des 25 églises membres de l'institution devrait enfin disposer d'un concept de protection; aujourd'hui, 19 en sont dotées. «Nous ne pouvons pas rester les bras croisés», a insisté Rita Famos.